

Coordination des Groupes Anarchistes

Relations Extérieures

c/o groupe « Un Autre Futur »
20, rue Terral - 34000 Montpellier

relationsexterieurs@c-g-a.org - <http://www.c-g-a.org>



Communiqué

La rupture annoncée par Sarkozy a ses limites. Le gouvernement a sorti les traditionnelles grosses ficelles pour passer à la hussarde en procédure d'urgence une série de mesures anti-sociales à la faveur de l'été, période peu propice à la résistance sociale. Point de rupture, ni dans la méthode donc, ni dans la politique menée puisque l'état continue à se montrer le parfait garant des intérêts de la bourgeoisie.

C'est ce qui donne le sens à la multitude de mesures prises cet été. Contrairement à ce qu'il prétend, le gouvernement ne répond pas à une série de problèmes en y donnant au cas par cas des réponses « pragmatiques » « concrètes » débarrassées de toute idéologie. Il bâtit au contraire un ensemble cohérent pour faire que les riches deviennent toujours plus riches, que les pauvres le demeurent et ceci tout en assurant un ordre social permettant la bonne marche des affaires.

Racketter Plus (les Pauvres) Pour Gagner Plus ...

La politique fiscale se situe parfaitement dans cette ligne. Les cadeaux accordés aux riches et aux patrons pleuvent : baisse des droits de successions, bouclier fiscal qui va profiter aux très riches (13 000 contribuables vont pouvoir se faire restituer 45 000 euros chacun), nouvelles exonérations de cotisations sociales pour les patrons sur les heures supplémentaires, s'ajoutant aux 19 milliards d'euros actuels etc.

Le déficit sur le budget de l'état et les caisses de la sécurité sociale qui découle de ces cadeaux est un alibi tout trouvé pour taxer les plus modestes.

La prochaine "TVA sociale" en est l'illustration, les franchises médicales aussi. Ces dernières font porter l'effort financier par les plus malades et les modestes sous couvert de réalisme en faisant appel à la culpabilité des salarié-e-s et aux bons sentiments : combler le fameux trou de la sécu et financer le plan anti alzheimer. Elles vident la Sécurité sociale de ce qu'il reste de son contenu solidaire. La détérioration de la prise en charge de la santé par la sécurité sociale ouvre mécaniquement un espace plus important aux mutuelles et assureurs privés. En organisant les déficits, l'état fait d'une pierre deux coups : il fait des cadeaux financiers aux patrons sur le dos des plus modestes et offre des marchés aux capitalistes.

C'est la même logique qui présidera à la future suite de la réforme des retraites prévue pour 2008. La préparation actuelle de l'attaque contre les régimes spéciaux n'est que le prologue des régressions programmées pour l'ensemble des salariés. L'allongement prôné des annuités de cotisation poussera ceux qui en ont les moyens à l'épargne individuelle vers des fonds privés. Restera le travail à perpétuité ou/et la misère pour les vieux qui n'ont pas pu épargner.

Les 22 700 suppressions d'emplois de fonctionnaires dans le budget 2008 s'inscrivent dans cette perspective. L'organisation de la pénurie des secteurs publics pousse à l'introduction directe d'investissements privés dans leurs capitaux. Lorsque que ce n'est pas possible, le manque de moyens entraîne une mauvaise qualité des services rendus aux usagers, favorisant ainsi la concurrence du secteur privé. C'est certainement ainsi qu'il faut comprendre les coupes sombres faites dans les effectifs de l'éducation nationale qui pousseront toujours plus vers les écoles privées.

De même, la loi d'autonomie des universités est une privatisation à peine cachée de celle-ci.

Un Gouvernement Qui Mène Une Guerre Idéologique

Socialisation des dépenses et privatisation des bénéfiques, voilà le résumé d'une bonne partie de l'action gouvernementale. Rien de nouveau sous le soleil, pourrait-on dire car les différents gouvernements de droite comme de gauche qui se succèdent depuis des décades oeuvrent, en bon gestionnaire du système, dans ce sens. Mais au-delà de l'accélération du phénomène, on peut objecter un changement de posture du gouvernement qui mène un combat idéologique pour susciter une adhésion de la population aux mesures

Coordination des Groupes Anarchistes

Relations Extérieures

c/o groupe « Un Autre Futur »
20, rue Terral - 34000 Montpellier

relationsexterieurs@c-g-a.org - <http://www.c-g-a.org>



qu'il prend. La loi sur les heures supplémentaires adoptée dans l'été est exemplaire à ce propos. Voilà une mesure qui va à coup sûr durcir les conditions de travail, engendrer plus de flexibilité, augmenter la durée du temps de travail et faire baisser le salaire horaire. Cela au détriment des demandeurs d'emploi car les employeurs préféreront avoir recours aux heures supplémentaires. Le tout pour un gain de pouvoir d'achat illusoire et de courte durée : quelques euros immédiats vite repris par le blocage du salaire de base auquel seront encouragés les employeurs, et par les augmentations de dépenses de santé (déremboursements, franchises médicales) et d'impôts (TVA). Or le gouvernement a sur-communicé sur cette mesure « vendue » avec le fameux slogan « travailler plus pour gagner plus ». Cette attitude offensive envers « l'opinion » signe la volonté de discréditer idéologiquement les tentatives d'opposition aux réformes. Et peut-être d'en finir avec une certaine exception française où un filet de protection sociale et une opposition sur le terrain social persistent encore quelque peu.

Nous devons prendre en compte cet élément dans la perspective des combats nécessaires à mener. Nul doute que le gouvernement adoptera, avec l'appui des mass media, dans ses futurs chantiers le même travail de sape idéologique pour faire adhérer le plus grand nombre à une conception libérale de la société. La communication amorcée sur le futur contrat unique, véritable mise en pièce du code du travail, ne laisse pas augurer de surprise.

L'état redouble aussi d'offensive sur le terrain de l'éducation pour marquer les consciences des plus jeunes de sa vision inégalitaire du monde. Les déclarations de Xavier Darcos sur sa conception de l'éducation (« Je crois à l'école de la verticalité, à l'école de la transmission ») laissent présager le retour de conceptions autoritaires où l'enfant, réceptacle des désirs et des demandes de l'adulte est dressé à la soumission et la passivité. De même la loi d'autonomie des universités fait des facultés des lieux où la rentabilité et la compétitivité sont les critères prioritaires, sacrifiant définitivement tout enseignement critique de qualité au profit d'un formatage via des formations en rapport direct avec les besoins des patronats locaux.

Un Gouvernement De Combat Pour La Prévention ... Des Conflits Sociaux

A cette offensive idéologique s'ajoute un autoritarisme et une utilisation de la répression assumés. De plus, anticipant le moment où le bourrage de crâne ne suffira plus, le gouvernement se dote d'outils supplémentaires pour empêcher et réprimer les mouvements sociaux, en bon garant du rôle traditionnel dévolu à l'état.

L'intensification de la chasse aux sans papiers durant la période estivale en est une triste illustration. Le drame à Amiens de l'enfant sans-papiers, qui avec son père, tentait de fuir une interpellation de la police, a été plus médiatisé que la chasse aux Roms faite dans plusieurs villes ou l'expulsion et les mauvais traitements infligés aux sans-papiers grévistes de la faim de Lille, pourtant épaulés par un comité de soutien actif. Alors qu'un projet de loi visant à durcir encore les conditions du regroupement familial sera examiné à l'assemblée à l'automne, les intentions de l'état semblent claires : casser les dynamiques de lutte autour des sans papiers pour qu'ils demeurent ou retournent dans la clandestinité et continuent ainsi à servir de main d'oeuvre corvéable à merci.

La loi sur le service minimum dans les transports, véritable attaque au droit de grève, se situe dans cette lignée de « prévention des conflits ».

L'arsenal sécuritaire s'est encore alourdi cet été. Les objectifs de ces mesures sont toujours les mêmes : gesticulations démagogiques, gestions des violences issues des dégâts du capitalisme et tentative d'emporter l'adhésion de la population au rôle que s'attribue l'état. La loi sur la récidive, adoptée en juillet, aura pour effet d'augmenter mécaniquement d'environ 10 000 le nombre de personnes emprisonnées, nombre qui atteint pourtant déjà des sommet avec 62 000 détenus. Les condamnations à des peines de détention sont les peines les plus génératrices de récidive, surtout pour les mineurs, dont précisément le texte de loi élimine l'excuse de minorité, les plaçant ainsi dans le champ du droit des majeurs. Quand on sait que 80% des

Coordination des Groupes Anarchistes

Relations Extérieures

c/o groupe « Un Autre Futur »
20, rue Terral - 34000 Montpellier

relationsexterieur@c-g-a.org - <http://www.c-g-a.org>



prisonniers appartiennent aux classes les plus défavorisés de la société, on ne peut que voir dans les mesures adoptées, la volonté d'enfermer la violence sociale résultant des politiques économiques inégalitaires du gouvernement. Pour l'automne, une loi d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure (LOPSI) est prévue, dont on sait déjà qu'elle prévoit un triplement de la vidéo surveillance. Pour nous y préparer, on nous assène l'argument antiterroriste. Pourtant l'exemple des attentats en 2005 de Londres, ville la mieux dotée en caméras de surveillance, n'a démontré que l'inefficacité de ces dispositifs à empêcher que cela se produise. Par contre, c'est un maillage d'information sur les faits et gestes de tous, qui viendrait s'ajouter à celui déjà considérable existant.

Eux Une Poignée, Nous Des Millions : S'organiser, Se Révolter Pour Une Autre Société

Protection sociale, éducation, conditions de travail, immigration, libertés individuelles et collectives, le gouvernement fait feu de tout bois avec une certaine adresse. La situation paraît compliquée et face à la multitude des attaques, la nécessaire riposte globale difficile à construire. C'est pourtant la seule voie raisonnable pour espérer changer la tendance. Il n'y a rien à attendre d'une hypothétique recomposition à gauche dès lors qu'elle s'inscrit sur le plan électoral. Elle répéterait les impasses du passé et ses renoncements avec la prise de pouvoir et la gestion du système, de Mitterrand à Lula les résultats ont toujours été les mêmes. Il est nécessaire que tous ceux et celles qui veulent mettre un frein à la dégradation sociale et à la fascisation des esprits consacrent toute leur énergie à la construction d'un mouvement social auto-organisé et en rupture avec les formes de représentation et de délégation politiques. Nous devons reprendre confiance dans la force que nous pouvons représenter car l'état n'agit qu'au profit d'une minorité de privilégiés. La force que représentent des millions d'individus décidés à s'impliquer dans un mouvement social ne peut être contenue longtemps par la répression et les habiletés politiciennes.

Pour cela nous devons populariser un autre projet de société à l'opposé des valeurs de concurrence, de réussite individuelle et de hiérarchie. Nous voulons vivre l'égalité, la justice et la liberté au moyen d'une organisation sociale avec laquelle les richesses sont mises en commun et où le pouvoir de décider appartient à tous et toutes.